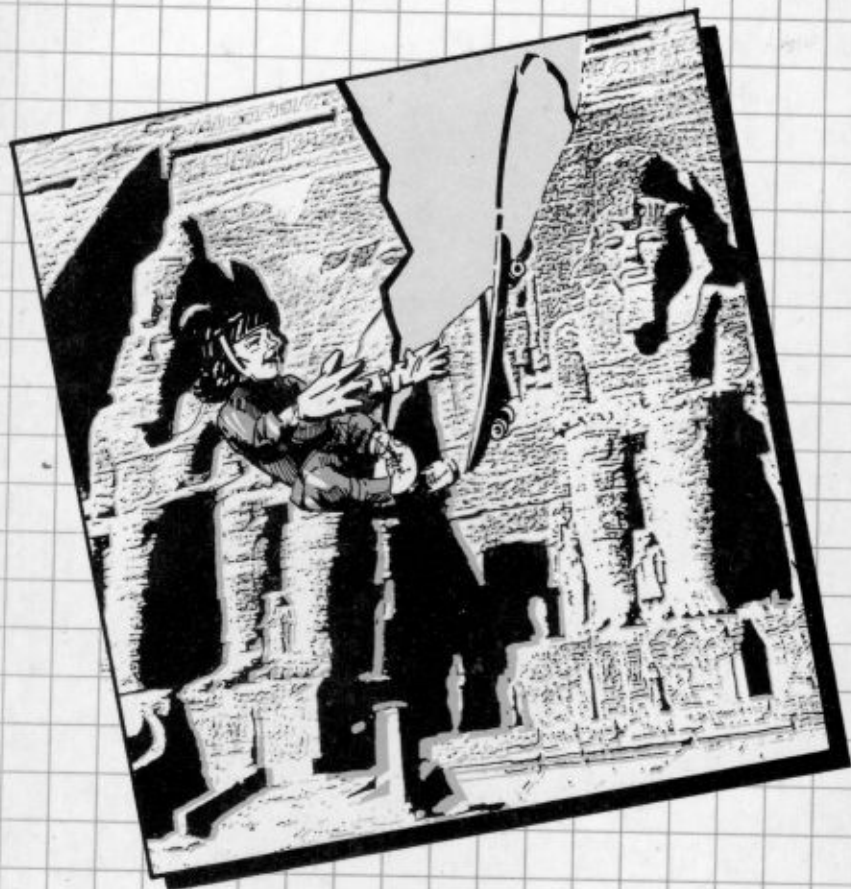


L'histoire, indiscipline nouvelle

GFEN - Michel Huber



SYROS

(contre-poisons)

classe sociale est bien acceptée, la discussion s'oriente sur le problème du document historique et sur la méthodologie de son utilisation.

Ce jeu des portraits peut être organisé pour des périodes très différentes et des groupes sociaux divers, à condition qu'il y ait la même relation, en chassé-croisé, entre auteurs et personnages décrits.

Que s'est-il passé le 6 février 1934?

La démarche initiale

Cette démarche, conçue pour des élèves de troisième, pose le problème de l'utilisation critique du document historique.

La démarche repose sur l'utilisation de quatre documents permettant la répartition des participants en quatre groupes.

Le premier groupe se voit confier un extrait d'article tiré de l'hebdomadaire *Regards*, proche du Parti Communiste :

6 FÉVRIER 1934

« (...) On semblait saturé de catastrophes, de mystères policiers, d'intrigues louches masquant mal le sang et la ruine d'un régime. D'une semaine à l'autre, Lagny¹ et ses 200 morts,

assassinés par la rationalisation capitaliste; Chamonix et son Stavisky, assassiné par ses semblables, les policiers du capitalisme. Derrière cette atmosphère... la montée du fascisme " fleur des scandales ".

« (...) A la Chambre, cela hurle. Daladier ² ahanne sa déclaration ministérielle, sous les huées.

« (...) Pendant ce temps, place de la Concorde, les fascistes s'amassent. Ils sont des milliers. La police les laisse se grouper. " Vive Chiappe! A nous les agents! " crie-t-on. Les agents rigolent. Chiappe ³ attend sa revanche, on prépare l'Union Nationale. A six heures, on se bat, un autobus flambe. Les flics réagissent à peine.

« Et tout à coup voici des milliers d'hommes qui défilent vers la Chambre. Des gardes à cheval sont désarçonnés, les fascistes coupent les jarrets des chevaux, les barrages cèdent. Les anciens combattants descendent du Cours-La-Reine vers la Concorde. Là-bas, derrière le pont, les députés courent comme des rats. Il paraît que ça chauffe à l'Hôtel de Ville.

« 7 heures. Ça y est. La Chambre est menacée. Les rangées de gardes, sur le pont de la Concorde, s'affolent. En face, la surexcitation est à son comble. Voici qu'arrivent, par la rue de Rivoli, de nombreux renforts de manifestants. Et, dans la nuit qui s'est faite là-dessus, au-dessus de ce Paris sans taxis et sans trains, un cri de panique et de fureur monte, domine les *Marseillaise* et les hurlements : " Ils ont tiré! ", " La mobile a tiré! "

« On se bat à la Concorde. On se bat aux Champs-Élysées. On se bat rue de Rivoli. On se bat aux Halles. Boulevard Sébastopol, les prolétaires tiennent la rue.

« Les flics laissent passer une cohorte de Jeunesses Patriotes sur le Sébasto, puis se referment lorsque arrivent les communistes. Ceux-ci se frayent un passage.

« Les J.P. ont passé le Pont-Neuf. Rue Dauphine, des communistes les rejoignent, arrachent des planches d'un chantier et, avec ça, ils tapent sur les fascistes, qui se débandent. Et bientôt, c'est 2 à 3 000 ouvriers qui suivent la rue de Rivoli vers la Concorde, drapeau rouge en tête.

« A 11 heures, de nouveau, la fusillade crépite à la Concorde, Anciens combattants déçus, jeunes gens désorientés, prêts à tout, marchent contre la Chambre, parce qu'on leur a dit que le Parlement était la cause de tous les maux. Parce qu'ils ne savent pas que l'ennemi du peuple, c'est le régime capitaliste, qui va se consolider grâce au fascisme dont ils se font les soldats bénévoles. »

Pierre Unrik, *Regards* du 16 février 1934

1. Catastrophe ferroviaire survenue en 1932, dans laquelle de nombreuses voitures, entièrement en bois, avaient été télescopées et broyées avec leurs occupants.

2. Il vient de constituer le nouveau gouvernement.

3. Daladier l'a démis de ses fonctions de préfet de police et lui a proposé la Résidence générale du Maroc.

Le second groupe se voit remettre un article de Léon Blum, paru dans *le Populaire*, l'organe de la S.F.I.O. :

LA JOURNÉE DU 6 FÉVRIER 1934

« Oui, il faut savoir. Oui, il faut comprendre pourquoi des milliers d'hommes se sont rassemblés mardi dernier à la Concorde, aux Champs-Élysées. Quel était leur but? Quel était le but de leurs instigateurs et de leurs chefs? Était-ce le scandale Stavisky, qui les avait ainsi tirés de chez eux et jetés dans la rue? Oui, sans doute, l'opinion ne supporte pas – et elle a raison de ne pas supporter – que l'escroquerie Stavisky ait eu pour condition, et presque pour instrument, la négligence ou la complaisance de grands services publics. La France entière a la nausée des politiciens d'affaires, c'est entendu. Mais enfin messieurs, rappelez-vous! L'agitation autour du scandale Stavisky était en décruescence manifeste depuis huit jours, l'opinion venait précisément de recevoir la satisfaction essentielle qu'elle exigeait et qu'elle avait raison d'exiger. Le principe d'une commission d'enquête était accepté par une Chambre unanime...

« Était-ce le départ d'un haut fonctionnaire de l'État? Admettons qu'il fût populaire dans une fraction de la population parisienne. Mais il n'incarnait rien. Il ne représentait rien, que sa personne, et nous n'allons tout de même pas comparer le départ de M. Chiappe au renvoi de Necker, ni même au débarquement du général Boulanger.

« Était-ce une crise d'antiparlementarisme? Ici, nous serions déjà plus près de la vérité. Le parlementarisme n'a jamais été populaire, jamais du moins pleinement populaire. Il existe, à son égard, un fond séculaire de méfiance et parfois de dédain, qu'il n'est pas très difficile de capter et de faire monter à la surface. Il est naturel qu'on rende responsable le régime parlementaire, comme d'ailleurs on le ferait vis-à-vis de tout autre régime, des misères et des inquiétudes croissantes du temps...

« N'importe, il y a eu sans doute un peu de tout cela. Mais tous ces éléments, même combinés, n'auraient pas suffi. Il a fallu autre chose. Il a fallu la campagne de presse méthodique et

tenace, dont nous avons été les témoins, pour surexciter tous ces sentiments confus. Il a fallu un plan prémédité pour exploiter et diriger vers un but qu'elles ignoraient les passions populaires. C'est précisément, messieurs, ce qu'on a fait. On a volontairement, méthodiquement, lancé une foule à l'assaut des institutions républicaines. On l'a entraînée à la suite de quelques sections d'assaut bien choisies, qui, elles, savaient ce qu'elles faisaient. On a voulu faire de la foule l'instrument et le complice soumis, inconscient, d'un coup de main fasciste. Ce n'était pas le dessein de la foule. C'était le dessein concerté des organisations, qui l'encadraient, qui la guidaient et qui, elles, avaient leur ordre de marche. »

Le troisième groupe utilisera le témoignage d'un lieutenant de la garde républicaine, qui était de service le 6 février 1934 :

Le lieutenant Meurs, de la garde républicaine, a déposé ce qui suit devant les membres de la Commission parlementaire d'enquête :

« J'ai eu l'impression, personnellement, que l'action des lances de pompiers avait exaspéré les manifestants, qui se sont élancés sur le pont en criant : " A la chambre ! " Nous avons reçu, à ce moment-là, des projectiles divers : pierres, boules de fonte, arceaux des jardins des Champs-Élysées, etc.

« Lorsque les manifestants se sont approchés à la hauteur à peu près de la première balustrade, sur la droite, côté des Tuileries, j'ai vu plusieurs d'entre eux tirer des coups de feu sur le service d'ordre. Les manifestants continuaient à s'approcher et, à ce moment donné, les détachements de cavalerie, criblés de pierres, nous ont obligés à reculer.

« Je me trouvais personnellement sur la droite du pont, toujours du côté des Tuileries, et tout un peloton de cavaliers est venu sur nous et nous a fait refluer jusqu'à la moitié du pont environ.

« Un peu avant de venir en arrière, après avoir entendu les coups de feu qui venaient des manifestants à la hauteur des balustrades, j'ai vu un brigadier des gardiens de la paix tirer en l'air, le bras nettement levé en l'air. J'ai vu la flamme des coups de feu. Ce brigadier était en pèlerine. Il me serait donc un peu difficile de le reconnaître.

« Lorsque nous avons reflué, les cavaliers sont passés sur la droite, c'est-à-dire dans l'espace qui se trouvait libre sur la droite du pont; et à ce moment-là, comme je l'ai indiqué dans

mon rapport, j'ai vu quelques gardiens de la paix, qui avaient dû passer dans l'intervalle des cars, et qui étaient accroupis, abrités, et qui commençaient à ouvrir le feu...

« A ce moment-là, le service d'ordre reculait. Nous sommes revenus, les agents avec nous, jusqu'à la moitié du pont. J'ai reflué en arrière avec mes gardes. J'ai entendu, autour de moi, tirer quelques coups de feu.

« Me trouvant ici (le témoin désigne le plan), j'ai vu sur la droite du pont deux individus qui tiraient sur le service d'ordre. L'un avait la main appuyée sur le parapet du pont. Par conséquent, il tirait dans cette direction-ci. Me rendant compte, que les coups de feu portaient autour de moi, j'ai crié tout de suite : Ne tirez pas.

« A ce moment, où les gardes se sont repliés, je suis intervenu avec le capitaine Fabre, pour crier : " En avant ! " Je voyais que le service d'ordre se trouvait un peu débordé. »

Enfin le quatrième groupe travaillera sur des extraits tirés de la presse de droite et d'extrême droite :

« ... un gouvernement de crapules innommables, que préside le misérable Daladier, aidé d'un effroyable bandit, le sieur Frot, ministre de l'Intérieur, gouvernement de filles et de gredins qui a fait tirer sur le peuple de Paris, tirer à mitrailleuses, sauvagement... »

L'Action Française
7 février 1934.

« C'est l'irruption, sur la voie publique, des éléments communistes qui a fait dégénérer en une série de bagarres honteuses pour la France la manifestation des anciens combattants et patriotes justement indignés par ceux qui s'obstinent à couvrir le déshonneur. »

Le Figaro
7 février 1934.

« Aux Parisiens authentiques venus clamer leur dégoût, se mélaient communistes et socialistes, personnages équivoques en quête de mauvais coups : les scènes de pillage et de violence – en dehors des violences policières – sont imputables à cette tourbe. »

L'Écho de Paris
7 février 1934.

Chacun des quatre groupes reçoit la même consigne : « En vous appuyant sur ce témoignage, rédiger une déposition, qui sera lue par l'un ou l'une d'entre vous devant la commission parlementaire d'enquête qui se réunira dans l'heure. »

Une heure après, la commission parlementaire d'enquête se réunit. Elle comprend un représentant de chaque groupe, délégué par son groupe.

Cette démarche comporte une certaine **mise en scène**. Lorsque les élèves pénètrent dans la salle, celle-ci avait déjà été aménagée. Dans les 4 coins, 4 tables avec 4 ou 5 chaises, sur chaque table une enveloppe, contenant la mission confiée au groupe. Au centre de la salle, la chaise du témoin, faisant face aux 4 sièges destinés aux membres de la commission parlementaire d'enquête. Au tableau, est inscrite la phrase suivante : « Que s'est-il passé le 6 février 1934 ? »

La Commission est en place, l'audition des quatre témoins peut commencer. Après chacune des dépositions, les membres de la commission posent quelques questions. Quelques remarques fusent parmi les spectateurs : « Vous vous basez sur un journal ? Bravo ! » Les quatre dépositions rendent les participants perplexes :

« Je ne comprends pas. C'était la même manifestation ?

– Là-bas, il y a le contraire.

– Frot a fait tirer ?

– Non, c'est les manifestants qui ont commencé à tirer.

– Pas du tout ! C'est les communistes et les socialistes.

– Il y a sans doute eu deux manifestations...

– Ou alors, ça c'est déroulé à plusieurs endroits à la fois. »

Après la séance de la commission parlementaire l'enquête peut commencer la **troisième phase** de la démarche. Tandis que la commission rédige sur un panneau, en une vingtaine de minutes, son rapport sur ce qui s'est passé effectivement le 6 février 1934 et sur les responsabilités, les quatre groupes jettent sur une feuille de papier toutes les questions qu'ils se posent :

– sur l'événement lui-même ;

– sur la France des années 30 à 35 ;

– sur le déroulement de la démarche.

La quatrième phase consiste en une discussion, à partir du rapport de la commission parlementaire, des questions posées par chacun des groupes et d'un panneau mis en place par l'animateur de la démarche, qui est une annonce sèche de l'événement. Immédiatement surgit la question : Pourquoi des témoignages aussi discordants, pourquoi des versions des faits aussi contradictoires ? Peu à peu, chacun se rend compte que tous les groupes ont épousé, sans se poser de questions, la thèse présentée par leur document. A aucun moment on ne s'est interrogé, dans les groupes, sur la nature du document, sur son auteur présumé, sur les précautions qu'il était nécessaire de prendre avant de considérer les informations contenues dans le document : « Lorsqu'on utilisera à nouveau des documents, on sera plus prudent ! » proclame un élève.

Après cette démarche plusieurs groupes de recherches se mettent en pace :

– un sur le 6 février 1934 et ses conséquences,

– trois sur la France des années 30 à 35 (économie, société, vie politique),

car cette démarche, outre la méthodologie de l'utilisation du document historique, a pour second objectif de susciter le questionnement des élèves sur la France d'avant le *Front populaire*, point de départ d'un travail sur cette période.

Nous avons présenté la démarche « 6 février 1934 » telle qu'elle fut conçue initialement. Après avoir vécu la démarche, les camarades de la région Provence décidèrent de l'étoffer en y intégrant des phases d'écriture.

Leurs expériences sont présentées dans les pages suivantes.

exemple la nécrologie de Frot, préfet de police à l'époque, parue dans *Le Monde*, mai 1983);

- et tout autre document disponible (écrit, radio, etc. sur l'événement).

7. Discussion d'exploitation.

Particulièrement intéressants ont été les articles des « journalistes » rendant compte de l'audience de la commission parlementaire d'enquête :

« La commission parlementaire d'enquête, concernant les événements tragiques du 6 février dernier, s'est rapidement transformée en une véritable " fusillade " politique.

Les partis en présence se sont mutuellement accusés, quant à l'instigation de la manifestation sanglante.

En outre, la séance a été ponctuée par de nombreux slogans, criés dans la salle et asphyxiant du même coup la déposition des témoins. La séance a été statuée, par le non-enregistrement d'un témoignage : remet-elle en question l'idée d'une commission réellement démocratique? »

« *Grand Quotidien d'information générale.* »

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres.

(...) Suite de l'affaire de la manifestation du 6.2.34 :

- des bolcheviques à la commission;
- une militante expulsée.

JUSQU'OUÛ IRONT-ILS ?

Le débat, orchestré par les communistes qui ont envahi la salle, n'a pas pris en compte le témoignage d'une ancienne combattante : " Y. Blanchard, 87 ans ", est sortie sous les huées, ainsi que le député National, qui a préféré quitter la salle.

Un dénommé Adolf Hitler à Paris le mois prochain? (réunion au journal). Renseignements pages intérieures... »

« *Action Française...* »
9 février 1934

« Le véritable courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.

LA DROITE NATIONALE EN ACCUSATION

Les dépositions successives des militants socialistes, communistes, ainsi que celles d'un membre de la garde républicaine, ont enfin fait le jour sur la tentative fasciste de renversement du pouvoir.

En effet, les débats furent houleux, mais révélateurs de la tension extrême, que les sections d'assaut entretiennent dans notre pays. »

NON AUX COUPS DE MAIN FASCISTES!

« *Le Populaire* »
9 février 1934.

J'ACCUSE

« Scandale à la commission d'enquête relative aux faits du 6 février 1934.

Les fascistes, venus en masse, ont bafoué les règles les plus élémentaires de la démocratie. Face à l'attitude sereine et inébranlable de G. Alberge, les ligues d'extrême-droite n'ont pu opposer que l'outrage et la diffamation, n'hésitant pas à envoyer devant la commission une nonagénaire dont l'intégrité mentale était plus que douteuse. Mais la vérité a eu finalement raison du mensonge, et le député d'Action Française, à court d'arguments, a quitté la salle (voir page intérieure). »

« *Journal communiste* »
10 février 1934.

De même sont dignes d'intérêt les textes individuels induits par la question : « Que pensez-vous que faisait (ou aurait fait) votre père, votre mère, votre grand-père, votre grand-mère, au moment du 6 février 1934? »

« Je ne peux rapporter un témoignage circonstancié. Mais je sais, pour l'avoir vécu, que l'événement a été considérable chez nous. Mon père, communiste allemand, exilé en France, a participé directement au cours de la soirée du 6 février à la mobilisation et à l'organisation de l'action d'ouvriers, essentiellement influencés par le P.C. ou eux-mêmes communistes, de grandes usines de la proche banlieue parisienne, afin d'organiser une contre-manifestation improvisée, rapide, contre les fascistes, qui « bloquaient la place de la Concorde